

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
10 janvier 2001
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 10 janvier 2001, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de l'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre que vous a adressée M. Seyoum Mesfin, Ministre des affaires étrangères de la République démocratique fédérale d'Éthiopie (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Abdulmejid **Hussein**

Annexe à la lettre datée du 10 janvier 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous écris au sujet d'événements récents en Somalie, qui sont désormais un sujet de préoccupation pour nous en Éthiopie. Je vous écris à ce stade, car j'ai pensé que toutes les parties concernées, et plus particulièrement l'Organisation des Nations Unies, devraient être avisées de certains dangers en Somalie, qui devraient être jugulés avant qu'ils n'échappent à tout contrôle. Je pense en particulier, Monsieur le Président, à la déclaration citée par la BBC le 8 janvier 2001 et attribuée à M. Ali Khalif Galayr, Premier Ministre du Gouvernement national de transition en Somalie. Le Premier Ministre aurait critiqué l'Éthiopie pour son ingérence dans les affaires de la Somalie.

C'est là une source de tristesse et de préoccupation pour l'Éthiopie. Source de tristesse, car les membres du Gouvernement national de transition devraient être les premiers à savoir tout ce que l'Éthiopie a fait pour aider les habitants de la Somalie à parvenir à une réconciliation nationale et à constituer un gouvernement doté d'une large assise.

Ce dernier incident ne nous surprend toutefois que peu, car il nous est apparu clairement depuis un certain temps que ce que le Gouvernement national de transition recherche en priorité n'est pas de parvenir à la réconciliation nationale en Somalie par la voie du dialogue. Ce que le Gouvernement national de transition semble rechercher en priorité est plutôt d'obtenir, par tous les moyens possibles, y compris par la force, et en se faisant légitimer et reconnaître sur le plan international, la soumission de ceux qui n'ont pas participé au processus d'Arta. Les responsables du Gouvernement national de transition se sont donc montrés peu soucieux de légitimité et de consensus sur le plan national. Je ne suis pas certain que nous nous soyons tous suffisamment employés à persuader le Gouvernement national de transition de faire preuve de sagesse et de prudence à cet égard.

Toute l'activité diplomatique du Gouvernement national de transition a donc été axée sur la recherche de fonds et d'appuis pour venir à bout de tous ceux qui ne se sont pas encore ralliés au processus d'Arta, mais qui n'en n'ont pas moins instauré la paix et la sécurité dans leurs régions respectives. Nous ne pensons pas, Monsieur le Président, que le conflit qui sévit depuis 10 ans en Somalie puisse être résolu uniquement par un appui extérieur.

La méthode ainsi utilisée par le Gouvernement national de transition pour assujettir tous ceux qui n'ont pas accepté son autorité dans le pays est maintenant dirigée contre les voisins de la Somalie, qui ont exprimé quelques craintes au sujet de la politique suivie par le Gouvernement national de transition. La déclaration faite à Djibouti par le Premier Ministre du Gouvernement national de transition vise à n'en pas douter à rendre l'Éthiopie responsable des difficultés que connaît son gouvernement à l'intérieur du pays. Il semble donc que le Gouvernement national de transition espère que le fait de rendre l'Éthiopie responsable de ses faiblesses internes attirera des fonds dans ses coffres et lui gagnera un plus large appui de la communauté internationale. Il n'est pas exclu que le Gouvernement national de transition essaie aussi d'isoler l'Éthiopie de certaines sections de la communauté internationale. C'est là un jeu extrêmement dangereux et qui porte toutes les marques d'un

mobile inquiétant. Cela ne devrait pas être acceptable pour qui que ce soit, mais moins encore pour l'Organisation des Nations Unies.

De fait, compte tenu du rôle qu'elle a joué en encourageant le processus d'Arta, l'ONU a, beaucoup plus que pratiquement qui que ce soit, la responsabilité d'encourager le respect du bon sens et de la prudence dans le processus de paix en Somalie.

En Éthiopie, nous croyons encore fermement à la possibilité d'une véritable réconciliation nationale en Somalie et à la mise en place dans ce pays d'un gouvernement doté d'une large assise. Nous pensons que nous devrions tous contribuer de notre mieux au maintien de l'élan créé par la Conférence d'Arta. Aussi bien le Gouvernement national de transition que ceux qui n'ont pas participé au processus d'Arta ont de lourdes responsabilités à cet égard. C'est aussi ce qui a été convenu lors du sommet de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) qui a récemment eu lieu à Khartoum. Seul le dialogue conduira à la réconciliation nationale en Somalie. C'est ce qui devrait être rappelé au Gouvernement national de transition et à ses représentants. Les responsables du Gouvernement national de transition ne serviront pas les intérêts de la Somalie en s'attaquant à ceux qui refusent de les encourager à s'engager sur une voie qui risque de ne conduire ni à la réconciliation nationale en Somalie, ni à la paix dans ce pays ou dans l'ensemble de la sous-région. Par ailleurs, les pays de la sous-région, tels que l'Éthiopie, ont le droit légitime de répondre aux menaces réelles, et pas seulement imaginaires, contre leur sécurité nationale. Le Gouvernement national de transition ne doit pas être autorisé à entretenir l'illusion que les personnes qui éprouvent des craintes légitimes au sujet de la sécurité nationale pourraient être réduites au silence par la menace d'une opinion internationale défavorable. Cette illusion pourrait être dangereuse et amener le Gouvernement national de transition à se montrer de plus en plus téméraire.

J'ai l'espoir que cela ne se produira pas et que les responsables du Gouvernement national de transition pourront être amenés à adopter une attitude plus réaliste que cela n'a été le cas récemment. Il faudrait les persuader de résister à la tentation de créer des ennemis imaginaires à des fins purement politiques, afin de compenser leurs faiblesses internes. Il leur incombe de s'attaquer à ces faiblesses avec réalisme, mais aussi d'agir conformément aux intérêts de la Somalie et du reste des pays de la sous-région.

Il existe un réel espoir de paix et de réconciliation nationale en Somalie. Le Gouvernement national de transition de même que ceux qui n'entretiennent pas actuellement de rapports avec lui devraient saisir cette occasion pour mettre fin à la détresse des habitants de la Somalie. Mais cela ne pourra se faire que lorsque le Gouvernement national de transition cessera de s'employer à créer des ennemis imaginaires – ce que le Gouvernement national de transition estime nécessaire du fait qu'il est tourné vers l'extérieur dans sa recherche d'appuis de toutes sortes, y compris pour sa légitimité politique. Le Gouvernement national de transition devrait modifier son orientation au profit de la Somalie et s'intéresser à ce qui doit être fait sur le plan interne, ce qui va aussi dans le sens des intérêts de notre sous-région. J'ai l'espoir que nous pouvons, pour cela, compter sur votre appui et sur celui du Conseil de sécurité.

Le Ministre des affaires étrangères
(Signé) Seyoum **Mesfin**